

N° DP 24/328

DECISION DU PRESIDENT

DESIGNATION DU CABINET D'AVOCATS VEDESI POUR ESTER EN JUSTICE POUR DES FAITS DE MENACES DE CHANTAGE ET ACTES D'INTIMIDATION

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations du Conseil au Président et au Bureau et en particulier son article 5.1,

CONSIDERANT qu'à la suite de l'envoi à Madame la DGS de la Métropole TPM d'un montage vidéo particulièrement menaçant effectué par un agent stagiaire de la collectivité mettant en scène un autre agent de la collectivité qui s'avère être son supérieur hiérarchique filmé lors d'un événement privé, à l'appui d'une bande sonore issue de TIK TOK, il est nécessaire de déposer plainte contre la personne dénommée,

CONSIDERANT qu'il convient de désigner le cabinet VEDESI afin de représenter les intérêts de la collectivité à qui mandat est donné pour rédiger le dépôt de plainte pour menace et chantage, de l'assister et de la représenter devant le tribunal correctionnel de Toulon dans le cadre de cette procédure y compris dans les intérêts de Madame LAGRIPPE, agent métropolitain ciblée par la vidéo, qui a reçu le bénéfice de la protection fonctionnelle pour qui plainte est déposée pour menaces et actes d'intimidation,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE DESIGNER le cabinet d'avocats VEDESI à qui mandat est donné au nom de la collectivité prise en la personne de son représentant, d'effectuer le dépôt de plainte pour menace et chantage à l'encontre de l'auteur du montage vidéo litigieux, d'assister et représenter la Métropole TPM au cours de la procédure devant le tribunal correctionnel de Toulon.

ARTICLE 2

DE DIRE que le cabinet VEDESI assistera de la même manière Madame LAGRIPPE au titre de la protection fonctionnelle qui lui a été octroyée dans le cadre de la plainte et ses suites déposée pour menaces et actes d'intimidation.

ARTICLE 3

D'AUTORISER le cabinet VEDESI à effectuer toutes diligences voire avances de frais nécessaires dans cette affaire.

ARTICLE 4

DE REGLER les honoraires correspondants au cabinet d'avocat VEDESI.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2024 —
Article 62268, opération 23.

La présente Décision sera

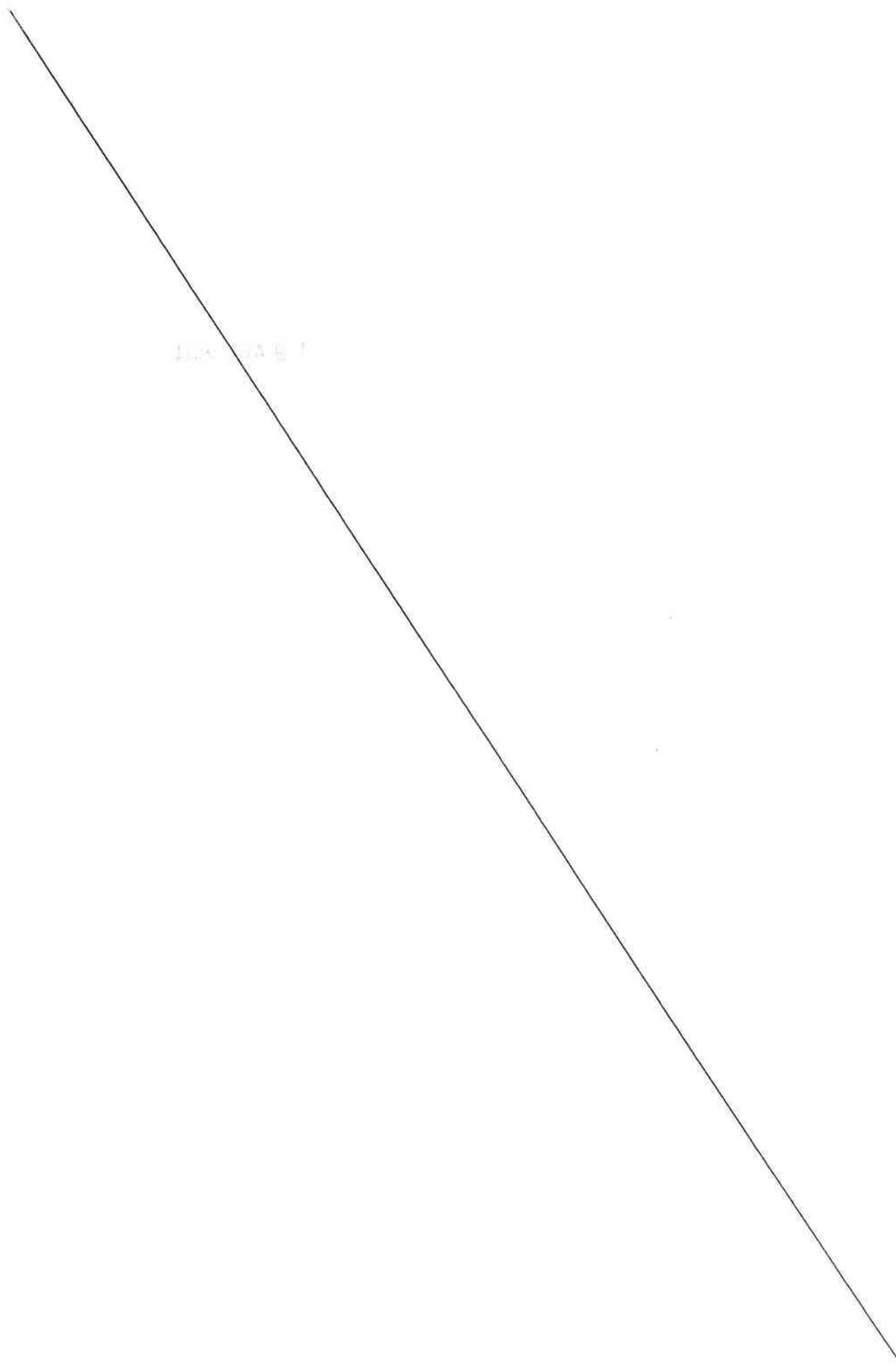
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **1 9 AVR. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





ALB 1045